



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article181>

Politique

Conférence de Presse du président de l'UFP

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 11 mai 2007

Union des Forces de Progrès

L'Union des Forces du Progrès (UFP) a organisé ce jeudi une conférence de presse au siège du parti dans laquelle le président de cette formation politique a fait la lumière sur les derniers développements de la situation politique dans le pays à l'issue de la dernière réunion de son bureau national tenue du 4 au 6 mai courant.

Evaluant l'élection présidentielle de 2007, le bureau national de l'UFP estime, dans un communiqué de presse distribué à cette occasion, que les résultats du premier tour ont été "en deçà de l'influence du parti" en raison "des difficultés rencontrées dans la disposition des ressources humaines et en matière de communication dans un contexte identitaire dominant".

Toutefois, "le second tour a déclenché une dynamique qui a permis de rehausser l'image de l'UFP et d'atteindre des résultats honorables".

Le communiqué poursuit que le Président de la république a prononcé un discours qui recoupe le programme de l'UFP en ce que la concertation entre les forces favorables au changement au sein comme en dehors du pouvoir a permis d'élire un bureau consensuel à l'Assemblée nationale.

De même, "le gouvernement, mis en place sans concertation avec les partis, est formé d'éléments généralement connus pour leur compétence et leur probité" ne comptant aucun des éléments du "Mithaq" parmi les plus en vue du conservatisme et de la corruption. Ce sont là des pas incontestables sur la bonne voie.

En raison des défis liés à l'enracinement du système démocratique, à l'unité nationale, au retour des déportés, à l'éradication de l'esclavage et à la lutte contre la corruption, la mise en place d'un gouvernement d'union nationale est nécessaire ou à défaut, consacrer la concertation pour arriver à un consensus minimum entre les parties sur les grandes questions ci-dessus évoquées.

S'agissant du rôle des forces armées nationales, dans un pays démocratique, le bureau nationale de l'UFP a suggéré la prise de mesures indispensables pour améliorer les conditions des officiers et soldats et leur assurer un système équitable et transparent de promotion, mais "s'est inquiété de la volonté de certains officiers ex CMJD d'exercer leur hégémonie sur les affaires du pays" à travers "une institution chargée de la sécurité au demeurant non conforme aux lois de la république".

Résumant les scénarios possibles le bureau national de l'UFP a évoqué tour à tour "la prévalence d'un gouvernement technocratique, les dangers de récupération par le Mithaq, l'éventualité d'un coup d'Etat en cas de crise institutionnelle grave et, enfin, la possibilité d'un gouvernement de large consensus".

La prise en charge des préoccupations des populations, celles des forces vives en particulier, le renforcement de la coalition des forces du changement et du progrès ont retenu l'attention du bureau national.

Evoquant l'affaire des stupéfiants, l'UFP a appelé les partis politiques représentés au parlement ainsi que l'ensemble des forces patriotiques et tous les mauritaniens qui se soucient de la salubrité de l'économie du pays et de la préservation des valeurs morales à se donner la main et s'accorder sur les politiques et les mesures indispensables à prendre pour éradiquer ce fléau.

Conférence de Presse du président de l'UFP

Dans ses réponses aux questions des journalistes, M. Mohamed Ould Maouloud, président de l'UFP a déclaré que son parti ne demande pas la démission du gouvernement actuel mais exige une large concertation nationale sur les questions de l'heure.

Il a précisé avoir "perçu auprès du Chef de l'Etat, au cours de sa dernière rencontre avec lui, un souci de faire participer tout le monde à l'action politique, une ouverture et une volonté à se comprendre avec toutes les forces politiques".

Il a noté qu'il y a un quasi consensus entre les différentes forces politiques mauritaniennes favorables au régime en place ou qui sont de l'opposition sur les principales questions posées sur la scène politique depuis bien avant le changement du 3 août et que ce consensus s'est renforcé au cours de la période de transition avec celui de la majorité et l'opposition actuelles.

L'approche de l'UFP en faveur d'un gouvernement d'union nationale n'exclut aucune force politique de quelque nature que ce soit y compris le "Mithaq" mais il s'agit à l'avenir d'axer plutôt sur la recherche des solutions des problèmes posés au lieu de susciter la confrontation et la division.

Il a ajouté que son parti n'est pas représenté au gouvernement et n'a pas été consulté sur le choix d'un de ses membres comme ministre au sein du nouveau gouvernement choisi sur la base de ses compétences.

M. Ould Maouloud a, enfin, estimé que ce qui était connu sous l'appellation de "Coalition des Forces du Changement" a achevé sa mission au cours de la période de transition et joué son rôle pendant cette période même si la chance n'a pas été de son côté pendant les dernières élections.

AMI